

Antananarivo, mars 2009: d'importantes manifestations éclatent et conduisent à l'éviction du président de la République de Madagascar, Marc Ravalomanana. Le pouvoir est entre les mains d'une autorité de transition présidée par l'ancien maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina, et soutenue par l'armée. Ce changement de pouvoir, considéré comme un putsch par l'ensemble de la communauté internationale, a stoppé net les aides financières pourtant indispensables. Madagascar est en effet un des pays les plus pauvres du monde. Depuis les années 60 et son indépendance, l'île de Madagascar peine à se développer, et une grande partie de la population vit sous le seuil de pauvreté. C'est aussi un des rares pays qui chute régulièrement dans les différents classements internationaux de développement. Pourtant le pays possède de grandes richesses naturelles. Du fait de son histoire géologique et de sa position au milieu de l'océan Indien, il renferme une richesse floristique et faunistique très importante avec un taux d'endémisme supérieur à 80% ainsi qu'un sous-sol riche en divers minerais et pierres précieuses. Mais les milieux naturels sont soumis à une très forte pression en raison de la pauvreté et du manque d'éducation de la majorité des habitants. La destruction des biotopes est accentuée par des formes d'exploitation traditionnelles peu productives comme le tavy (culture sur brûlis), la chasse, la pêche, la cueillette et la production de charbon ou de bois de feu. L'exemple du bois de rose exploité illégalement dans les forêts pluvieuses des parcs nationaux montre la fragilité des populations locales. En effet, l'instabilité politique ainsi que la corruption permettent l'exportation illégale de ce bois précieux vers la Chine par des exportateurs qui profitent de la situation précaire des villageois et qui les amènent à récolter du bois pour quelques euros, alors que celui-ci sera revendu plusieurs milliers d'euros sur le marché européen ou chinois.

Dans ce climat difficile, de petites structures privées arrivent à obtenir de bons résultats dans les domaines de l'aide au développement et de la protection de l'environnement. Avant la crise de 2009, j'ai effectué un stage de cinq mois dans



Les plantes envahissantes représentent un problème environnemental grandissant à Madagascar. A gauche: les fleurs de niaouli, à droite celles de grevillea.

l'une d'elles dans le but d'obtenir le certificat d'éligibilité d'ingénieur forestier EPF. Lors de mon premier voyage à Madagascar, j'ai travaillé à Vohibola, une réserve forestière située dans l'est du pays, le long du canal des Pangalanes. Elle est gérée par l'ONG «l'Homme et l'Environnement» qui poursuit un travail commencé en 1993 sur un autre site proche du parc national d'Andasibe (à l'est d'Antananarivo). Cette ONG essaie de concilier les besoins de la population locale et la préservation d'un écosystème riche grâce à la mise sous protection de la forêt et à l'apport de solutions économiques comme la production d'huiles essentielles ou l'écotourisme. Ces activités ont été mises en place afin de contrer les pertes pour les populations locales que peuvent engendrer une mise en réserve. L'ONG finance également un soutien scolaire afin d'améliorer l'éducation des enfants et la mise en place de centres médicaux, améliorant ainsi le niveau de vie des habitants. Le thème de mon travail de stage concernait les plantes envahissantes: elles représentent un problème environnemental grandissant à Madagascar depuis déjà de longues années, mais très peu abordé en raison du manque de moyens. J'ai effectué des inventaires sur le site de Vohibola de deux plantes envahissantes: le niaouli (*Melaleuca quinquenervia*), un arbre utilisé pour la production d'huile essentielle, et le grevillea (*Grevillea banksii*), un arbuste, utilisé pour la fabrication de charbon.

En août 2011, je suis retourné à Madagascar et j'ai pu constater que, malgré les difficultés économiques et politiques, l'ONG s'est développée. Elle est passée de trois sites fin 2008 à six lieux d'actions

et emploie actuellement près de 250 employés permanents. Les changements les plus spectaculaires ont été effectués sur le site de Vohibola. En effet lors de mon stage, dans les villages avoisinant la réserve, il n'y avait que très peu d'activités économiques. Les pêcheurs vendaient un peu de poisson sur le marché local, on aperçevait parfois quelques touristes, et les quatre petites épiceries ne fournissaient que des biens de première nécessité. Depuis, un hôtel géré par une communauté villageoise a vu le jour, de nouvelles épiceries ont germé, de nouveaux produits sont importés, l'artisanat local s'est fortement développé, un écomusée est en train d'ouvrir ses portes, et le nombre de touristes a augmenté. Les pratiques de chasse et récolte illégales de bois de feu ont quasiment cessé grâce au travail d'information et de contrôle. Seule persiste la chasse aux oiseaux. Lors d'une excursion nocturne, nous avons d'ailleurs trouvé plusieurs pièges à l'intérieur des limites de la réserve. Les efforts fournis sur le site depuis bientôt dix ans par l'ONG portent donc lentement leurs fruits, mais ceci au prix d'une très grande patience et de lourds investissements que les ONG et la communauté internationale ne sont plus prêtes à faire. C'est le cas de la Suisse qui cessera son partenariat avec Madagascar fin 2012 et ceci après 50 ans d'aide au développement sur la grande île. Actuellement, les espoirs reposent donc sur les petites ONG locales qui ont un rôle important à jouer pour aider les plus pauvres qui souffrent de cette crise politique. ■

Ambroise Marchand

Ce voyage d'étude a été soutenu par le Fonds de Morsier de la Société forestière suisse.